



Seine-Saint-Denis

Non à une école du tri social et de la xénophobie

Le 20 juin, Jordan Bardella devant les organisations patronales et le 21 juin, le référent éducation du Rassemblement national, Roger Chudeau, dans les colonnes du journal *Les Echos*, ont gravé dans le marbre une vision autoritaire et ségrégationniste de l'École, à l'opposé des valeurs que notre fédération porte depuis sa création nationale en 1947.

Déjà présent dans leur programme de la présidentielle de 2022, c'est une école du tri social qu'ils ont réaffirmé par l'annonce de la suppression du collège unique avec examen d'entrée en sixième, la mise en place d'un collège modulaire qui oriente, dès l'âge de 11 ans, les élèves vers les voies professionnelles, la poursuite des « groupes de niveau » mais gérés localement, un brevet des collèges qui conditionne l'entrée en seconde. C'est revenir à un passé où le système scolaire était cloisonné en deux ordres d'enseignement, où les enfants étaient divisés en fonction de leurs classes sociales d'appartenance que souhaite le RN. La FCPE 93 défend les valeurs d'une école émancipatrice qui dote les élèves d'une culture commune en les élevant socialement par une scolarisation qui les met ensemble le plus longtemps possible. Cette école du tri social atteint aussi les droits des enfants les plus vulnérables par la suppression de l'éducation prioritaire qui lutte contre les inégalités sociales et territoriales en matière de réussite scolaire, par l'accès difficile à la cantine pour les enfants de chômeurs (observé dans les communes RN), piétinant les principes de non-discrimination de la Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE).

C'est aussi une école de la xénophobie que l'extrême droite prône en défendant le principe de la préférence nationale : l'accès à l'école publique se réalisera selon la nationalité des enfants, les mères portant le voile ne pourront également plus accompagner en sortie scolaire, les Enseignements Langue et Culture d'Origine (ELCO) seront supprimés, un récit national sera obligatoire dans les cours d'histoire. Tout ceci rappelle des temps sombres d'une xénophobie d'État sous Vichy. Il est plus que jamais nécessaire de rappeler que la FCPE 93 défend une école gratuite et de qualité pour chaque jeune, quelles que soient ses origines sociales, culturelles, confessionnelles ou philosophiques.

Enfin, l'école deviendra le lieu de la répression et non de l'apprentissage. Après deux exclusions de l'établissement, un conseil de discipline affectera l'élève dans un centre spécialisé jusqu'à ses 16 ans, « sans possibilité de retour vers un établissement normal ». Cette école calquée sur l'armée (par la promotion du port de l'uniforme) est loin de nos demandes de mise en place plus importante de commissions éducatives et de mesures de responsabilisation dans les établissements scolaires.

À cette école de l'obscurantisme, de l'autoritarisme, et du racisme, nous répondons comme nous l'avons fait depuis plus de trois mois pour le plan d'urgence pour l'éducation dans le 93 et contre les mesures du « choc des savoirs » qui marquaient déjà le séparatisme social, une école pour tous avec des faibles effectifs dans les classes, des remplacements de longue durée avec des enseignants formés et qualifiés, des personnels médico-sociaux en nombre suffisant, des rythmes d'apprentissage qui suivent le besoin des élèves et notamment de ceux les plus en difficulté, une restauration scolaire accessible à tous. Notre combat à mener contre l'extrême-droite dans le domaine scolaire est plus que jamais central pour que ne se brisent pas les rêves d'une jeunesse et des familles de s'élever socialement sur les murs de la haine et de la fracture sociale.

Nous appelons donc à rejoindre la manifestation contre l'extrême droite le jeudi 27 juin à 17h (départ Saint-Denis, porte de Paris Métro Ligne 13, arrivée à Mairie d'Aubervilliers).

Nos enfants sont l'avenir de tous, ils ne doivent pas être l'épicentre de la haine et de l'exclusion sociale.

Bondy, le 25 juin 2024 Contact presse : 06 58 56 16 54 et Alixe Rivière porte-parole 06 70 29 89 53.